

Communiqué de Presse du Conseil d'Etat

23 janvier 2013

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève internationale.....	4
Situation des droits humains en Suisse : deuxième examen périodique	4
Genève-Confédération	5
Correction des primes d'assurance-maladie surévaluées : la non-entrée en matière est une provocation ..	5
Oui à la clause du besoin pour les médecins spécialistes.....	5
Déplafonnement du pourcent de solidarité de l'assurance-chômage.....	6
Genève	7
Plateformes de baignade au sentier des Saules : Genève continue	7
Création d'une zone sportive à Onex.....	7
Echelonnement du suivi énergétique des petits bâtiments de logements	8
Aboutissement d'un référendum dans la commune de Carouge.....	8
Budget de Carouge : six douzièmes provisionnels du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2013 approuvés	9
Entrée en vigueur de lois	10

Genève internationale

Situation des droits humains en Suisse : deuxième examen périodique

En réponse à la consultation lancée par le biais de la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC), le Conseil d'Etat salue la procédure de l'Examen périodique universel, mécanisme qui vise à contrôler de manière régulière si – et dans quelle mesure – les Etats membres de l'ONU remplissent leurs obligations en matière de respect des droits humains.

Le 29 octobre dernier, la situation des droits humains en Suisse avait été soumise pour la deuxième fois à l'examen périodique universel par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève. Cent-quarante-quatre [recommandations](#) ont été adressées par les différents Etats membres à la Suisse. La délégation suisse en a accepté 50, rejeté 4 et renvoyé les 86 restantes pour un examen approfondi. Parmi les 86 recommandations en suspens, 29 concernent directement les cantons.

Le gouvernement se réjouit de constater que la plupart de ces 29 recommandations en suspens concernant directement les cantons peuvent être acceptées par Genève puisqu'elles y sont déjà mises en œuvre ou pourront facilement l'être. Il en va de même des recommandations que la Confédération a d'ores et déjà acceptées et qui concernent directement les cantons.

Dans la plupart des domaines, le canton de Genève est ainsi conforme aux exigences en matière de respect des droits humains.

Pour toute information complémentaire : Mme Caroline Widmer, secrétaire générale adjointe chargée de la communication, DS, ☎ 022 327 92 16.

Genève-Confédération

Correction des primes d'assurance-maladie surévaluées : la non-entrée en matière est une provocation

Le refus par la commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats d'entrer en matière sur la correction des primes d'assurance-maladie surévaluées est une provocation. Cette commission a ainsi rejeté la proposition du Conseil fédéral visant à prendre en considération les intérêts des assurés. L'ensemble des cantons, qui proposaient unanimement une autre solution, n'ont pas été entendus.

Le Conseil d'Etat considère que cette décision est une atteinte aux principes du fédéralisme, qui permettent l'équilibre entre les cantons.

Pour faire part de la colère du canton de Genève, le conseiller d'Etat Pierre-François Unger rencontrera demain, jeudi 24 janvier 2013, le conseiller fédéral Alain Berset, chef du Département fédéral de l'intérieur.

Oui à la clause du besoin pour les médecins spécialistes

Répondant à une consultation du Département fédéral de l'intérieur, le Conseil d'Etat se réjouit de la réintroduction, dès le 1^{er} avril prochain, de la clause du besoin applicable aux médecins spécialistes pratiquant à la charge de l'assurance maladie obligatoire.

A Genève, la levée de la clause du besoin pendant une année a conduit à l'installation de plusieurs centaines de médecins, dont les prestations seront désormais imputées aux coûts à charges des primes sans qu'un besoin ait pu être établi.

Le Conseil d'Etat déplore toutefois que cette possibilité de régulation soit limitée aux seuls médecins spécialistes. Il approuve néanmoins le projet d'ordonnance fédérale, qui permettra au canton de réguler les admissions en fonction des besoins de la couverture sanitaire. Appliquée de 2002 à 2009 pour tous les médecins, puis en 2010 et 2011 pour les seuls spécialistes, la clause du besoin s'est révélée être un outil pragmatique et efficace de maîtrise des coûts de la santé.

Pour toute information complémentaire : M. Pierre-François Unger, conseiller d'Etat, ☎ 022 546 88 10, M. Adrien Bron, directeur, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 26.

Déplafonnement du pourcent de solidarité de l'assurance-chômage

Le Conseil d'Etat a répondu positivement à une consultation du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche, portant sur le déplafonnement du pourcent de solidarité de l'assurance-chômage (AC).

Le montant des dettes de l'assurance-chômage étant élevé, le législateur a introduit le 1^{er} janvier 2011, dans le cadre de la quatrième révision partielle de la loi sur l'assurance-chômage (LACI), une cotisation de solidarité temporaire de 1%, applicable à la tranche de salaires non assurés compris entre 126'000 et 315'000 francs.

Le projet mis en consultation propose de modifier dans la LACI les dispositions transitoires et l'article 90c, de façon à supprimer le plafonnement à 315'000 francs. Ainsi, les salaires supérieurs à 315'000 francs participeront aussi au désendettement de l'AC, de manière proportionnelle.

Cette cotisation de solidarité sera prélevée jusqu'à la fin de l'année au cours de laquelle le capital propre du fonds de compensation, sous déduction des fonds de roulement nécessaires à l'exploitation, aura atteint ou dépassera 0,5 milliard de francs.

Pour toute information complémentaire : Mme Isabel Rochat, conseillère d'Etat, DSE, ☎ 022 327 92 00.

Plateformes de baignade au sentier des Saules : Genève continue

En réponse à la pétition munie de 447 signatures déposée par différentes associations représentant les habitants du quartier de la Jonction, intitulée « Sentier des Saules : on continue ! », le Conseil d'Etat rappelle qu'un groupe de travail rassemblant les pétitionnaires et les services concernés de la Ville et du canton de Genève se réunit plusieurs fois par année afin d'examiner les différents aspects liés à la fréquentation et aux aménagements des lieux.

Le gouvernement note que le site nouvellement aménagé (plateformes de baignade, renforcement de la fonction d'accueil du public), rencontre un vif succès auprès de la population. Pour l'été 2013, de nouvelles installations sont projetées, comme des toilettes supplémentaires et un prolongement des plateformes de baignade.

Afin de répondre aux plaintes provenant d'habitants voisins du site (excès de bruit, incivilités), le Conseil d'Etat précise que le nettoyage des lieux a été intensifié, de même que le passage des forces de l'ordre, afin d'assurer une utilisation adéquate de cet emplacement.

Pour toute information complémentaire : M. Stefan Szeless, chef du service de la capitainerie cantonale, direction générale de la nature et du paysage, DIME, ☎ 022 388 55 01.

Création d'une zone sportive à Onex



Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un projet de loi modifiant les limites de zones situées en bordure du versant sud de la route cantonale de Chancy, au lieu-dit du « Parc Brot ».

D'une superficie de 13'244 m², le périmètre est constitué d'une partie d'une parcelle propriété de la commune d'Onex. Ce terrain, occupé par le tennis club d'Onex (TCO), se trouve actuellement en zone de verdure. Afin de permettre l'utilisation de deux courts de tennis durant la période hivernale, le TCO souhaite pouvoir implanter une halle gonflable sur l'emprise de ces deux courts. Le projet de modification des limites de zones propose la création d'une zone sportive sur le site du TCO et ses abords, tout en maintenant la zone de verdure sur le reste de la parcelle.

Le Conseil municipal d'Onex soutient ce projet de modification du régime des zones de construction afin de garantir la pérennité du club sportif et d'assurer les éventuelles modifications ou adaptations des équipements nécessaires sur ce site.

L'enquête publique ouverte du 27 juillet au 15 septembre 2012 n'ayant suscité aucune observation, la procédure visant à l'adoption du présent projet de loi peut être poursuivie.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 13.

Echelonnement du suivi énergétique des petits bâtiments de logements

Le Conseil d'Etat a approuvé une modification du règlement d'application de la loi sur l'énergie et a décidé d'échelonner dans le temps l'obligation de calculer l'indice de dépense de chaleur des petits bâtiments de logements en commençant par les bâtiments les plus anciens.

La révision de la loi sur l'énergie, entrée en vigueur le 5 août 2010, a introduit l'obligation d'un suivi énergétique de tous les bâtiments chauffés du canton, via leur indice de dépense de chaleur. Pour les bâtiments de logements de moins de cinq preneurs de chaleur, dont font partie les 23'000 villas du canton, cet indice est calculé trois années de suite tous les dix ans et également après une rénovation.

Ces modifications du règlement d'application de la loi sur l'énergie permettront à l'administration d'utiliser plus efficacement ses ressources en ciblant prioritairement les bâtiments consommant le plus d'énergie, tout en facilitant la mise en œuvre de la loi pour les propriétaires et leurs mandataires.

Souhaitant faciliter la mise en œuvre de la loi, le Conseil d'Etat propose aux propriétaires de recourir aux services d'un réseau de concessionnaires organisé par l'Etat ou, s'ils le souhaitent, de relever eux-mêmes les données nécessaires au calcul de l'indice de dépense de chaleur.

Pour toute information complémentaire : M. Olivier Epelly, directeur général de l'office cantonal de l'énergie, DS, ☎ 022 327 93 64.

Aboutissement d'un référendum dans la commune de Carouge

Le Conseil d'Etat a constaté l'aboutissement du référendum contre la délibération du Conseil municipal de la commune de Carouge du 13 novembre 2012 relative à l'approbation du budget de fonctionnement 2013, du taux des centimes additionnels fixé à 41 centimes ainsi qu'à l'autorisation d'emprunter. La vérification des signatures déposées à l'appui de cette demande de référendum a donné les résultats suivants:

- signatures déposées : 2340
- signatures contrôlées : 1446
- signatures validées : 1373

Le nombre de 1356 signatures valables requis par la constitution pour faire aboutir le référendum est ainsi atteint.

Les recours contre la décision en matière de validation des signatures doivent être adressés à la Chambre administrative de la Cour de justice au plus tard six jours à compter du lendemain de la publication de l'arrêté.

La date de la votation communale à Carouge sur cet objet sera fixée ultérieurement.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Budget de Carouge : six douzièmes provisionnels du 1^{er} janvier au 30 juin 2013 approuvés

Le Conseil d'Etat a approuvé la délibération de la Ville de Carouge approuvant six douzièmes provisionnels pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2013

Dans sa séance du 20 décembre dernier, le Conseil municipal de Carouge a autorisé le Conseil administratif à percevoir les revenus et à pourvoir aux charges de la commune pour la période s'étendant du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013, au moyen de six douzièmes provisionnels calculés sur la base du budget 2012.

Le budget 2013 de la commune de Carouge ayant été contesté par référendum, il n'a pas pu être approuvé par le Conseil d'Etat avant le 31 décembre 2012, comme le prévoit la loi sur l'administration des communes. Dès lors, le Conseil municipal de Carouge devait approuver des douzièmes provisionnels afin de pouvoir percevoir les revenus et pourvoir aux charges de la commune jusqu'à l'adoption d'un nouveau budget.

Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIME, ☎ 022 546 72 40.

Entrée en vigueur de lois

Le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur des lois suivantes :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTRÉE EN VIGUEUR
Loi du 29.11.2012, (11020) sur les estimations fiscales de certains immeubles (LEFI) (D 3 10) (L11020)	Conseil d'Etat	1 ^{er} janvier 2013
Loi du 30.11.2012, (10891) modifiant la loi sur les constructions et les installations diverses (LCI) (L 5 05) (Préserver la zone de villas) (L10891)	Grand Conseil	Samedi 26 janvier 2013 (lendemain de la parution dans la Feuille d'avis officielle)
Loi du 16.11.2012, (10981) modifiant la loi sur les allocations familiales (LAF) (J 5 10) (L10981)	Conseil d'Etat	1 ^{er} janvier 2013

Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de leur parution dans la Feuille d'avis officielle.